



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion

Section départementale du Tarn

MOTION présentée lors du CTSD du 4 février 2013

La rentrée 2013 se prépare encore dans le cadre de la stagnation des moyens alloués à notre département pour les écoles maternelles et élémentaires. En 4 ans nous avons perdu plus de 70 postes pendant que le nombre d'élèves restait identique grâce à la non-scolarisation quasi-totale des enfants de 2 ans. Les coupes réalisées par le gouvernement précédent ne sont pas remises en cause.

A la rentrée 2013 vous prévoyez 71 élèves de plus. Pour la rentrée 2012 une prévision de +48 a abouti à un constat de +128. Si la marge de sous-estimation reste la même ce seront près de 200 élèves que nous devons accueillir en septembre, essentiellement dans l'ouest du département. Le grand-Toulouse impacte depuis plusieurs années notre croissance démographique.

Quelles seront les conditions de scolarisation de nos élèves et les conditions de travail pour nos collègues ? Les mêmes qu'après 5 ans de gouvernement Sarkozy : des classes surchargées, des enseignantEs non remplacéEs, des RASED disparus, une formation continue anémiée, des familles d'enfants de 2 ans qui cherchent désespérément une place que l'école leur refuse.

Alors même que l'OCDE pointe la faiblesse des taux d'encadrement, alors que l'enquête PISA met en évidence les difficultés des élèves et l'accroissement de l'écart entre le haut et le bas du tableau, alors que le gouvernement affiche sa priorité à l'éducation et principalement à l'école primaire, vous vous apprêtez, Monsieur le Directeur Académique, à gérer une pénurie qui ne dit pas son nom, en prenant aux uns ce que vous donnez aux autres, puisqu'aucun poste supplémentaire n'a été attribué au Tarn pour la rentrée 2013.

Avec toujours moins d'enseignants, le « sur mesure pédagogique » n'est que poudre aux yeux. Dans les écoles, ce sont d'abord les élèves les plus fragiles qui paient le prix fort de cette politique absurde. Le noyau dur de l'échec scolaire ne se réduit pas, comme le montre notamment la dernière étude CEDRE. Il augmentera même, puisque le choix du gouvernement est de ne pas revenir sur la suppression des RASED, la hausse des taux d'encadrement, la baisse des moyens de remplacement, la disparition de la formation continue des enseignantEs .

Le Service Public d'Education est aujourd'hui en danger de ne plus pouvoir assumer ses missions auprès des usagers. Comment assurer un enseignement de qualité dans des classes de plus en plus chargées avec 28, 30, 32, 34 voire plus d'élèves par classe, qui plus est avec des cours multiples ?

☞ Comment assurer la réussite de tous les élèves s'ils ne commencent leur scolarité qu'à 4 ans, s'il n'y a plus de place dans les écoles maternelles où le seuil d'ouverture reste fixé à 31 élèves, ce qui veut dire des classes à 35, quand on sait que le taux de réussite est aussi lié au nombre d'années de scolarité, et aux conditions d'apprentissage, surtout

pour les enfants issus des milieux populaires ?

- ☞ Comment assurer la continuité des enseignements quand les remplacements ne sont pas assurés ?
- ☞ Comment assurer le soutien des élèves en difficulté quand les RASED ont disparu ?
- ☞ Comment assurer le suivi des enfants en grande difficulté quand les structures spécialisées ne peuvent pas accueillir tous les élèves qui y sont affectés ?
- ☞ Comment redémarrer l'ascenseur social si l'Ecole ne peut plus assurer sa mission ?
- ☞ Comment redonner espoir à celles et ceux qui n'ont plus rien et à qui on retire le seul bien commun sur lequel ils puissent compter : l'Ecole ?

Parce que réduire l'éducation, c'est brader l'avenir ...

Nous exigeons une politique ambitieuse qui permette la réussite de tous, qui assure l'égalité de traitement de tous les élèves sur l'ensemble du territoire, qui dote tous les élèves d'une culture commune leur permettant de s'affirmer comme citoyens et qui donne les moyens d'aider les élèves dès que les difficultés apparaissent !

Alors que pour réussir dans leur vie personnelle, sociale et professionnelle, tous les enfants et les jeunes auront besoin de maîtriser des connaissances solides pour comprendre et agir sur un monde de plus en plus complexe, le gouvernement laisse en place un système éducatif à plusieurs vitesses qui propose moins d'école, et donc moins d'avenir, à une partie de la jeunesse : celle qui est justement la plus socialement démunie.

On le sait bien, tous les élèves n'ont pas le même rapport à l'école et aux apprentissages. Les difficultés familiales, économiques ou sociales perturbent leurs conditions de vie et leur scolarité. Des effectifs surchargés aggravent les difficultés d'apprentissage.

Créer les conditions de la réussite de tous, c'est possible.

Dès la maternelle cela impose d'autres choix budgétaires, des programmes et des modes d'organisation repensés, des personnels mieux formés. Cela passe par un développement de la scolarisation en toute petite section de maternelle dans toutes les écoles maternelles, des dotations qui permettent plus de maîtres que de classes pour toutes les écoles, des RASED, du travail en petits groupes, du temps de concertation et des classes moins chargées .

Parce que nous refusons :

- ☞ Une école qui trie, stigmatise et exclut une partie de la jeunesse.
- ☞ Le pilotage de la scolarité obligatoire par un « socle commun » réducteur.
- ☞ Les suppressions de postes qui dégradent les conditions de travail des élèves et des personnels.
- ☞ Une culture de la « performance » qui nie les dimensions humaines de l'éducation.

Nous exigeons :

- ☞ Des créations à hauteur des besoins.
- ☞ Un bilan et une remise à plat des programmes, des évaluations, du traitement de la difficulté scolaire ...
- ☞ L'ouverture de négociations sur les salaires et une reconstruction de la grille indiciaire.

La FSU est engagée dans la construction d'un autre avenir pour tous les jeunes et refuse la régression programmée par ce gouvernement.

C'est pourquoi nous étions en grève le 31 janvier, et nous serons en grève le 12 février dans le cadre de la mobilisation des enseignants, des personnels et des usagers, pour une autre politique avec d'autres moyens.

A la rentrée 2013 ce seront 49 classes maternelles dans 12 écoles maternelles, 316 classes élémentaires dans 40 écoles élémentaires et 25 classes maternelles et élémentaires dans 8 RPI qui seront à plus de 25 élèves de moyenne dans des classes pouvant rassembler plus de 30 élèves.

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

- ☞ **87 postes** pour qu'aucune école n'ait une moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 23 en RRS ou RAR (calcul fait à partir des prévisions du DASEN)
- ☞ **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire
- ☞ **32 postes de remplaçantEs** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département (retrouver l'existant d'il y a 20 ans)
- ☞ **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des enfants de moins de 3 ans
- ☞ **50 postes pour les décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1)
- ☞ **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « Plus de maîtres de classe » version SNUipp-FSU, pour aller vers à terme 250 postes correspondant 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

Pour une vraie refondation de l'Ecole, le SNUipp-FSU Tarn demande la création de 332 postes dès la rentrée 2013

Ce gouvernement qui a su trouver 20 milliards d'€uros pour les entreprises sans contrepartie, comme le montrent les plans sociaux qui se succèdent, n'a pas voulu investir dans l'éducation mais s'en tenir au traité de Lisbonne qui met en place l'Europe de la connaissance pour quelques unEs et le socle commun, la précarité et le chômage pour toutEs les autres.